



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

éleveurs

Question au Gouvernement n° 2486

Texte de la question

MÉCONTENTEMENT DES ÉLEVEURS

M. le président. La parole est à M. Thierry Benoit, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Thierry Benoit. Monsieur le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, je relaie ici l'appel au secours des agriculteurs et, plus particulièrement, des éleveurs. Bien qu'un nouveau plan de soutien ait été engagé, après la loi de modernisation agricole, la situation s'aggrave.

Alors que les revenus des agriculteurs avaient déjà chuté de près de 60 % en 2009, nous assistons aujourd'hui à une envolée des prix des céréales, liée à la spéculation. C'est inacceptable.

Pour les députés du Nouveau Centre, regroupés derrière leur président François Sauvadet et, plus largement, les centristes, la France, première puissance agricole européenne doit relever plusieurs défis.

Le premier est d'ordre économique et fiscal : notre souhait de convergence avec l'Allemagne se heurte pour le moment à la concurrence faite sur la main-d'oeuvre et sur la TVA. Il faut, monsieur le ministre, agir sur ces deux points.

Le deuxième défi est alimentaire, la sécurité en ce domaine, restant notre priorité. Or la hausse récente des prix des matières premières représente une menace sérieuse. Une solution provisoire a été trouvée pour le prix du lait mais la production porcine se trouve dans une situation catastrophique. Faut-il prévoir, pour les éleveurs de porcs, un plan de développement ou un plan de reconversion ?

Troisième défi : concilier l'urgence économique et l'urgence écologique. L'environnement restant au coeur de nos préoccupations, l'urgence écologique doit s'inscrire dans une logique d'action dynamique, par le soutien des initiatives agricoles en faveur l'environnement, et non pas dans une logique tatillonne conduisant l'administration à opprimer les agriculteurs.

Quelle stratégie le Gouvernement entend-il mettre en oeuvre, monsieur le ministre, pour relancer nos éleveurs aujourd'hui dans la tourmente ? *(Applaudissements sur divers bancs des groupes NC et UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche*. Monsieur le député, quelle est la situation agricole en cette rentrée 2010 par rapport à celle de la rentrée 2009 ?

M. Jean Glavany. Mauvaise !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture*. Dans toutes les filières, elle s'améliore. *(Rires et exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

La tonne de lait est à 300 euros, contre 260 euros l'année dernière. L'été a été bon pour la filière des fruits et légumes. La situation s'améliore dans la viticulture. Les prix remontent dans le secteur des céréales et des grandes cultures.

Contrairement à ce que laissent entendre nos amis socialistes, la ferme France est dans la bonne direction. Elle s'en sort et elle y arrivera. *(Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

Il n'y a qu'une seule filière qui souffre aujourd'hui de l'envolée des cours des céréales. C'est, comme vous l'avez indiqué, celle de l'élevage. Il n'est pas acceptable - je voudrais que chacun en prenne conscience - que les prix des produits de l'élevage, bovins ou porcins, continuent à augmenter alors que les rémunérations des producteurs bovins ou porcins stagnent ou ne cessent de baisser depuis plusieurs années. Il n'est pas acceptable que le prix du kilo de viande augmente pour la ménagère alors que la rémunération des producteurs

ne cesse de diminuer.

Je lance donc un appel solennel à l'ensemble des acteurs de la filière - industriels privés, coopératives, grande distribution - pour qu'ils fassent en sorte que la rémunération des producteurs s'améliore dans les semaines à venir.

De son côté, l'État, sous l'autorité du Premier ministre et du Président de la République, prend toutes ses responsabilités. Nous avons dégagé 30 millions d'euros d'aide d'urgence pour les éleveurs en difficulté et j'ai annoncé, il y a quelques semaines, un plan de soutien à la filière de l'élevage de 300 millions d'euros sur trois ans dont 100 millions d'euros pour mettre aux normes les installations, soutenir les exportations et faire en sorte que nous mettions de l'innovation dans l'industrie agroalimentaire.

Nous ne laisserons pas tomber la filière de l'élevage bovin et porcin en France. Nous continuerons à prendre toutes les décisions nécessaires en faveur d'une filière qui représente des milliers d'emplois dans notre pays.

(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et NC.- Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)

M. Michel Vergnier. Trop tard !

Données clés

Auteur : [M. Thierry Benoit](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (6^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2486

Rubrique : Élevage

Ministère interrogé : Alimentation, agriculture et pêche

Ministère attributaire : Alimentation, agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 septembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 septembre 2010